

LA

REPUBLIQUE ROUGE

PARAISANT LE DIMANCHE, LE MARDI ET LE VENDREDI DE CHAQUE SEMAINE.

Souvenez-vous que le Drapeau rouge est le signe d'une révolution qui sera la dernière. Le Drapeau rouge! c'est l'étendard fédéral du genre humain.
P. J. PROUDHON.

BUREAUX : Rue des Boucheries-St-Germain, 38. — PRIX D'ABONNEMENT POUR PARIS, UN AN 7 FR. SIX MOIS 3 50 FR., TROIS 2.

POUR LES DÉPARTEMENTS: UN AN 8 FR., SIX MOIS 4 FR., TROIS MOIS 2 FR.

S'adresser pour toute espèce de réclamation au Gérant, au bureau du Journal (franco).

La République Rouge.—Le peuple et ses commis.—De l'invulnérabilité de ces Messieurs.—Le comte de Chambord à Paris.—Déclaration de M. A. Weil, candidat à l'Assemblée Nationale.—La Situation.—Les Larrons en foire.—Protestation des Ecoles.—Les petites doctrines humanitaires de nos Représentants.

LA RÉPUBLIQUE ROUGE.

Il y a deux républiques : demandez-le plutôt au vicomte Hugo : nous irons plus loin que cet honorable : il y en a trois, il y en a quatre. Car la république blanche de l'empire n'est pas bien certainement la république tricolore de Lamartine, la république bleue de lord Marrast. Il y en a bien d'autres encore, si nous voulions compter ; mais il y en a une dont ils ne veulent pas absolument, contre laquelle ces grands bavards, ces enfants terribles traînant à leur suite la meute réactionnaire, élaborent à l'envi, sans oser en prononcer le nom ; dont la pensée lui est tellement douloureuse que le révérend pair Hugo, nous en sommes sûrs, a cru commettre un vilain péché, en la signalant, sur une grande affiche solennellement bête, à l'indignation publique.

Eh bien, la république rouge, c'est la nôtre ! Et comme Proudhon, nous serrons sur notre cœur, le glorieux étendard de pourpre ; celui qui n'a pas fait la conquête de l'Europe par la guerre, mais qui porte dans ses plis flottants, l'avenir de l'humanité.

Pauvres poètes, pauvres penseurs, pauvres petits nains bourgeois ; quelle race étiquée et misérable que la vôtre : quoi, vous vous dites démocrate ; vous vous dites les amis des hommes. Vous avez pour la misère de grands discours, comme M. Barrot, des vers pour toutes les infortunes, comme M. Hugo, vous pleurez à volonté, comme M. Garnier Pagès ; vous aimez plus ou moins la nature, et vous adorez surtout le soleil levant ; et dans la profondeur de vos rêves philanthropiques, messieurs, qui dédaignent si fort le socialisme ; qui allez criant continuellement au peuple : prenez garde, c'est le éroquimitaine de la propriété, comme si la propriété importait au peuple ; et dans la logique de vos déductions, vous n'avez pas compris que l'histoire de l'humanité était une marche incessante, éternelle vers la perfection, vers le bonheur ; que si dans la société moderne, après le noble, était venu le bourgeois, il était nécessaire, fatal, qu'après le bourgeois vint le peuple, vous n'avez pas compris que l'heure de l'émancipation du travailleur avait sonné, et qu'à la place du drapeau tricolore, symbolisant l'existence côte à côte de trois classes, de trois intérêts rivaux, noblesse, prolétariat, bourgeoisie, devait bientôt surgir le drapeau rouge, symbole de l'unité du peuple, de l'égalité fraternelle des hommes libres.

Il vous effraie ce drapeau, son éclat vous blesse la vue ; vous êtes devant lui, comme les hiboux devant le soleil, éblouis ; la république rouge vous fait peur. Hommes du passé, le passé vous épouvante ; vous avez vu quatre-vingt-treize, infliger à la noblesse un châtement terrible ; et vous craignez, vous qui n'avez pas la conscience pure, vous qui savez bien n'avoir pas toujours été de bons frères pour les hommes du peuple, qu'ils ne vous demandent enfin un compte rigoureux : vous voulez les baillonner.

Si c'est la peur qui vous tient, sachez mieux ce que nous sommes. Le drapeau rouge n'est pas le drapeau du sang ; encore une fois, je vous le répète, c'est le drapeau de la fraternité.

En quatre-vingt-treize, la jeunédémocratie, n'étant pas suffisamment appuyée sur le peuple, qui manquait, bien plus qu'aujourd'hui, d'éducation politique, soutenue seulement par la conviction enthousiaste de quelques hommes d'élite, dont la pensée avait devancé leur époque, devait rapper violemment, car elle était faible. Mais aujourd'hui,

vous avez beau faire, nous sommes les forts ; c'est vous qui êtes les faibles ; c'est vous qui faites la terreur. Quand nous nous serons débarrassés des vieilles formes qui obstruent les voies de l'avenir, ne craignez pas les échafauds : ce n'est pas la république rouge qui les relèvera. La république rouge, mais elle ne veut pas même vous enlever vos richesses ; elle veut niveler la société, c'est vrai ; mais en élevant les travailleurs jusqu'au bonheur dont vous jouissez ; et non pas en vous abaissant à leur misère. C'est vous-mêmes, qui ferez votre ruine ; vous qui par vos systèmes bâtards, timorés, égoïstes, conduisez la France à une banqueroute, dont nous souffrirons ; dont vous saurez encore faire pâtir le peuple, et dont la république rouge peut seule nous préserver.

La république rouge, que demande-t-elle donc ? L'organisation du travail, l'association substituée à la guerre acharnée, à la concurrence qui vous ruine, petits commerçants besogneux. Et puis encore l'éducation universelle ; le pain de l'âme et le pain du corps, pour tous les enfants de la même patrie.

La république rouge, c'est le bourgeois qui n'est plus égoïste, c'est la France confondant dans un maternel embrassement, tous ses enfants devenus des frères aux pieds des arbres de la liberté.

N'est-ce pas l'aspiration, de la nation vers cet idéal sublime qui a fait dix-huit cent trente, qui a fait dix-huit cent quarante-huit.

Non, M. Hugo, non, la république rouge ne fera pas comme vous le prétendez des gros sous avec la colonne ; elle ne relèvera pas les échafauds. Est-ce qu'elle a seulement fait jeter à Vincennes, votre Thiers, ce petit mauvais homme, ce polichinelle embastilleur ; est-ce qu'elle a gardé rancune à Odillon-Barrot, voire même à Garnier-Pagès, et tant d'autres, qui sont au pouvoir aujourd'hui, et qui le 21 février, désertaient lâchement la cause du peuple, qu'ils avaient poussé dans la rue. Est-ce qu'elle a été bien méchante, avec ce doux roi, qui durant dix-huit ans a donné des étrivières à la liberté?...

Non, car la république rouge, a pour devise sainte, la formule sublime de nos pères : *Liberté, Egalité, Fraternité* ; tandis que votre république bâtarde, votre république de toutes les couleurs, a conservé pour devise l'hypocrite formule de Louis-Philippe : *Liberté, ordre public*.

Travailleurs, nos frères, dites-nous, est-ce ainsi que vous avez rêvé la république, est-ce ainsi que vous la rêviez, nobles martyrs, tombés aux barricades de février, sous les balles de la royauté.

Non, n'est-ce pas ; eh bien, criez donc avec nous :

Vive la République Rouge !!!

Le Peuple et ses Commis.

Quand donc, ô peuple ! seras-tu enfin le maître chez toi, quand cesseras-tu de te laisser escamoter la souveraineté par les fripons et les ambitieux ?

Si c'était encore des hommes qui te conduisissent ; mais tu es arrivé à ressembler aux Grecs du Bas-Empire, à te laisser mater par des eunuques.

Et pourtant tu es un noble et grand peuple. Quelle douleur pour ceux qui l'aiment, qui ont dévoué leur vie obscure à ta sainte cause, de te voir toujours en proie aux intrigants.

Quand donc enfin feras-tu toi-même tes affaires ? Alors seulement tu seras heureux. Il y a peu d'intendants honnêtes ! vois, pourtant quand tu étais aux barricades, quand tu veillais sur ta bonne ville de Paris, quand tu étais debout enfin, armé et fort, nul ne te cherchait querelle, bourgeois et marquis te parlaient chapeau bas : Tu étais bien le souverain ; mais aujourd'hui la main qui serait la tienne est armée d'une baïonnette, la bouche qui te souriait

montre les dents.

Aurez-vous bientôt fini, spéculateurs infâmes, misérables, pour qui la faim du peuple est un trésor ; qui faites l'ustre sur sa soif. Eh quoi ! il vous laisse les places, les lambris dorés ; il se range humble et respectueux lorsque vos équipages entraînés par des chevaux fringants l'éclabousse insolemment. N'est-ce point assez de le voler et de l'affamer, sans l'insulter et le railler encore.

Je ne sais vraiment où l'on a été chercher tous ces prétendus Français qui gloussent dans le *sancta sanctorum* du Palais-Bourbon. Où diable ont-ils connu le peuple, qu'ils le traitent de façon si cavalière : sommes-nous revenus au temps du bon plaisir, et messieurs de l'Assemblée nationale se croient-ils décidément des *Monseigneurs*, se prennent-ils donc au sérieux, ces petits hommes ont-ils juré de nous faire regretter Louis-Philippe ; on le croirait à la manière dont ils s'y prennent. Hier, c'était Louis Blanc qu'on accusait, c'était la démocratie qu'on insultait dans un de ses glorieux enfants, c'était Dieu même qu'ils défiaient en défiant le peuple ; aujourd'hui, c'est une loi sur les attroupements que l'on propose, que l'on discute, qui passe, loi stupide, loi Barrot, loi Thiers, loi Transnonain, une loi avec laquelle on fermera les clubs, on interdira les banquets au nom d'une République née à propos d'un *Banquet*.

Ledru-Rollin et les autres, où êtes-vous donc : Le peuple qui comptait sur vous ne vous entend plus ; ne vous voit plus. Est-ce que vous vous trouveriez à votre tour trop souverain pour lui ! montrez-vous donc si vous ne voulez pas être maudits !...

Et vous tous, en qui le peuple a eu foi, et qui faites métier de le tromper, souvenez-vous de ces quelques lignes, écrites de la main de Robespierre, à l'art. 29 de la *Déclaration des Droits de l'Homme* :

« Lorsque le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

Et prenez garde qu'à son tour, il ne s'en souviennne.

De l'invulnérabilité de ces Messieurs.

Aujourd'hui il n'est personne qui ne répète cent fois par jour ces mots :

La République, l'État.

Mais bien peu comprennent réellement leur signification précise, nos représentants tous les premiers.

L'État, c'est toujours le souverain.

L'État, c'est moi, disait Louis XIV.

Dans une démocratie, l'État c'est donc le peuple, c'est tout le monde.

Puisque le peuple est l'État, il ne peut aliéner sa souveraineté.

La République, c'est l'organisation de l'État.

Le peuple étant le seul souverain, l'Assemblée nationale ne peut être souveraine. Du souverain elle est mandataire.

Louis-Philippe avait le droit de casser ses ministres.

A plus forte raison le peuple a le droit de renvoyer ses *commis*.

En se disant inviolable, souveraine, une Assemblée nationale viole donc la souveraineté du peuple.

Elle ne peut avoir d'autre mission que de présenter les lois à sa sanction. C'est à lui de les accepter : ainsi l'avait pensé la Constitution de 93. Les lois étaient proposées par la Convention au peuple qui les discutait dans les assemblées primaires ; et si la moitié plus une de ces assemblées votait contre la loi, la loi était rejetée.

Mais nos représentants ne comprennent pas ainsi la République. Avoir neuf cents souverains au lieu d'un, est-ce avoir gagné ? Est-ce surtout ce que veut la France ?

Est-il vrai qu'à la section des Invalides, les scrutateurs aient omis, plusieurs fois de proclamer le nom des citoyens Cabet et Raspail, inscrits sur les bulletins?

Est-il vrai que le 24 février, à huit heures du matin environ, M. Marie, aujourd'hui membre du Directoire, et le citoyen Marrast, maire de Paris, étaient encore occupés, en compagnie de plusieurs autres personnes, à discuter une adresse au roi pour arrêter les massacres peu après le moment où venait de tomber, sous la haie populaire, les arbres du boulevard des Capucines. La scène se passait, dit-on, dans les bureaux du *National*.

Si le fait est réel, ces deux pontifes de la République tricolore ne vous semblent-ils pas, comme à nous, des gens bien précautionnés pour des républicains convaincus?

Et dans le cas où Dagobert Egalité eût arrêté les massacres, n'êtes-vous pas d'avis que notre bien-aimé lord maire, prenait fort habilement toutes ses mesures pour être à l'occasion le ministre libéral, le saint Éloi du bon roi?

La Presse se plaignait il y a quelques jours de ce que le donjon de Vincennes n'était pas suffisamment garanti contre un coup de main. — Nous voudrions bien, nous, que cette forteresse fût protégée davantage contre les attentats dynastiques.

Quand, en effet, il est presque impossible aux républicains de pénétrer dans le fort pour y voir leurs amis, l'ancien valet de chambre de M. de Montpensier y a ses libres entrées.

Vendredi dernier il ne se trouvait aucune sentinelle, aucun gardien pour l'empêcher de pénétrer, avec plusieurs aides, dans les caves, d'en extraire cinq cents bouteilles dont quelques-unes seulement, il faut le dire, étaient pleines, et de les faire sortir du fort, pour de là les transporter dans la maison d'un particulier de la rue de Bussy.

Le comte de Chambord à Paris.

Il y a quelques jours, tous les journaux ont répété à l'envie, les ducs de Nemours, d'Aumale, de Joinville, et le prince Louis-Napoléon, se trouvaient ensemble dans leur capitale.

Le fait était vrai! mais ce que nul d'entre eux n'a su, c'est qu'au même moment, Paris avait l'honneur de posséder dans son sein, le plus légitime de ses prétendants, l'enfant gâté des dévotés, l'espoir des jésuites, M. de Chambord, enfin.

Un de nos amis, nous certifions le fait, l'a vu sortir sous le costume d'un chiffonnier, d'un hôtel du Faubourg-Saint-Germain. Avoir un roi chiffonnier, après avoir eu un roi des chiffonniers! Quel bonheur pour la France! C'est pourtant là, le cadeau que voudraient nous faire les légitimistes; heureux légitimistes, le royaume des cieux est à eux; et encore! qui sait si nous n'y fonderons pas la République.

Du reste, ce n'est pas la seule fois que le citoyen Capet se permet de faire à sa bonne ville des visites clandestines.

Il y a cinq ans environ, le conducteur de ces voitures qui font le service de la banlieue, fut mandé avec sa voiture, à l'hôtel du marquis de C. Un personnage mystérieux sortit de l'hôtel, et fut conduit avec force courbettes, par le marquis et sa famille, jusqu'à la voiture.

Savez-vous, dit au conducteur, fort connu d'ailleurs des gens de la maison, M^{lle} de C., qui était alors une enfant terrible, quelle est la personne qui vous est confiée. — Non fit celui-ci. — Eh bien, c'est un prince déguisé, c'est l'archiduc Jean. — Mais le voiturier dont la curiosité fut excitée par ces paroles, regarda attentivement l'étranger. — C'est un prince en effet que je vais conduire, répondit-il à la jeune fille, mais ce n'est pas l'archiduc Jean.

Quelques heures après la police de Louis-Philippe, faisait une perquisition dans l'hôtel du marquis de C.; mais le duc de Bordeaux n'y était plus.

Ajoutons pour l'édification complète de nos lecteurs, que l'oint du seigneur, est un fort laid personnage; c'est le dernier terme de la décadence bourbonnienne.

Déclaration de M. A. Weil, candidat à l'assemblée nationale

Nous reproduisons, sans commentaire, la déclaration suivante :

Je, soussigné, déclare publiquement que toutes les attaques diffamatoires, dirigées par moi, dans le *Journal du Monde élégant*, du docteur F.-N. Schuster, directeur de la *Feuille de la conversation de Francfort*, n'ont pas le moindre fondement et sont de tout point contraires à la vérité. De plus, je n'hésite pas à déclarer que ces injures gratuites, adressées à un homme d'honneur, n'avaient chez moi d'autre source que l'inconsidération et des motifs de rancune auxquels rien absolument rien de la part de M. Schuster n'a donné lieu.

A cette déclaration publique, par laquelle je ne fais que rétablir la vérité, j'ajouterai l'aveu de mon sincère repentir, et je prierai M. le docteur Schuster de vouloir bien recevoir l'un et l'autre avec indulgence, et me pardonner mes torts à son égard.

Francfort, 4 décembre 1858. A. WEIL.

(Feuille de la conversation de Francfort, 6 décembre 1858)

— On lit dans la *Commune de Paris* :

« On assure que l'ordre a été donné, par le comité exécutif, au sieur Franck-Carré, de Rouen, de se rendre à Paris. Il est chargé, dit-on, par le gouvernement, de diriger la procédure relative à l'échaffourée du 15 mai. »

Il est inutile de rappeler ici tous les titres que le sieur Franck-Carré a à la reconnaissance de la France. Tout le monde les connaît; et le dégoût qu'il a su inspirer à tout le monde pourrait bien, si une telle nouvelle était vraie, aller retomber en partie sur ceux pour lesquels l'honnêteté n'est pas la condition indispensable à tout fonctionnaire de la République.

La Situation.

Depuis la pacifique visite du peuple souverain à ses représentants, — visite un moment troublée par l'incartade de Blanqui et d'Hubert, arrivés à souhait pour la réaction et si habilement exploitée par elle, — l'Assemblée Nationale, puis qu'ainsi on la nomme, baisse chaque jour de plus en plus dans l'opinion publique. On peut prévoir dès à présent qu'elle tire à sa fin : On dirait que la seule présence du peuple, pendant un moment, dans l'enceinte du parlement ait frappé la Constituante d'impuissance et de vertige. Où nous mène-t-elle, bon Dieu?... Sa marche dans la voie démocratique est, sinon rétrograde, mais tout au moins indécise et chancelante. A peine compte-t-elle deux mois d'existence, que déjà elle nous offre toute la débilité de la vieille chambre des pairs, d'excécrable mémoire. Comme celle-ci, déplorable analogie! — elle ne montre d'ardeur que pour lancer des mandats d'amener, que pour nous fabriquer des lois liberticides, témoin celle qu'elle vient de voter sur les attroupements. On a cru un instant qu'elle allait tout-à-coup se transformer en une vaste chambre des mises en accusation. Que sera-ce donc quand dans l'enceinte où le parquet a remplacé depuis quelques jours la sacristie, — où préside le procureur général Sénart, l'homme des massacres de Rouen, à la place du bedeau Buchez, le grand Lama du néo-catholicisme, trônera l'auteur des lois de septembre, l'embastilleur de la grande cité, l'ordonnateur des tueries de la rue Transnonain?... Il ne manque plus là, désormais que le féroce exécuteur de ces dernières cruautés, — l'impitoyable Bugeaud!... Le vieux Dioclétien, cultivant ses laitues à Saline, n'osait plus reparaitre aux yeux du monde, couvert du sang des martyrs chrétiens, moins scrupuleux que l'empereur payen, le duc d'Isly, arraché à ses champêtres loisirs d'Excideuil, par les amis du citoyen Thiers, viendra quelque jour, étrange représentant du peuple, les mains encore teintes du sang des femmes et des enfants, des républicains de 1832, s'asseoir à côté des citoyens Thiers et Sénart. — Ce jour là, les procureurs-généraux de la Constituante, les ex-ministres, ordonnateurs de massacres, les accusateurs publics n'auront qu'à lever le bras pour trouver sous leurs mains un séide dévoué!...

Qu'on se le tienne pour dit, la rivalité des partis est loin d'être apaisée, les armes sont déposées, sans doute, mais à la portée de la main de chacun; et bientôt peut-être, — ce qu'à Dieu ne plaise! nous verrons éclater une guerre qui gronde sourdement, au milieu du calme apparent et faux dans lequel nous étouffons.

La situation actuelle a deux faces : l'une, celle du passé, toute d'intrigues, d'ambitions politiques, de mouvements personnels, d'agitations occultes; l'autre, celle de l'avenir, plus élevée, car elle embrasse l'humanité entière, le règne de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité. Il ne s'agit plus de luttes politiques, — derrière ces vieux tournois de la Restauration et du gouvernement de juillet! Deux principes, vieux comme le monde, l'un bon, l'autre mauvais, la Fraternité et l'individualisme, sont évidemment aujourd'hui en présence; un choc peut éclater d'un moment à l'autre, travaillons donc tous à l'éviter. Que ce vieil antagonisme disparaisse au plutôt! tant qu'il existera, la société, le monde entier éprouvera un malaise insupportable. Trêve aux ajournements : Quoi qu'on fasse nous avons une foi pleine et vivace dans le triomphe de la démocratie. Quel est donc en effet, nous ne disons pas l'homme, mais le parti assez fort, assez vrai pour lui barrer le passage et lui crier : Tu n'iras pas plus loin?... Espérons donc, nous tous ses apôtres, — et au besoin ses martyrs, — que bientôt nous franchirons la cataracte écumante, pleine d'orage et de sinistres, qui sépare l'ancien monde, du monde nouveau, comme Moïse fit de la mer Rouge, sans nous mouiller seulement le bout des pieds.

Les Larrons en foire.

Voilà maintenant la discorde qui fait des siennes parmi nos gouvernants. L'entente cordiale est rompue. Qui donc a menti? Est-ce le ministre Crémieux, ou les procureurs Portalis et Landrin? Car il faut bien que ce soit quelqu'un.

Hélas! tous ces hommes mentent. Voyez-vous le citoyen Crémieux, bondissant sous l'injure et apportant son serment dans la balance. Il revendique le titre d'honnête homme.

N'est-ce pas la scène si connue de Molière, avec cette seule différence que c'est Tartufe qui parle de lui? Pauvre homme, qui avez défendu les Beauvalon et les d'Ecqueville, pauvre homme, qui avez écrit la lettre Régence, si on interrogeait le passé, on vous trouverait mille autres cas pendables. Non, vous n'étiez pas l'élu du peuple. — Vous étiez encore moins digne d'être ministre de la justice. Ministre de la justice! Comment! notre France de 1848, n'aurait pas un homme plus intègre que le juif Crémieux à élever à ce siège suprême! — Vous n'étiez pas digne de siéger à notre représentation nationale. Allez représenter en cour d'assises, les gentilshommes tarés, faussaires et assassins. Pour défendre les droits du peuple, il faut avoir les mains pures.

Comment donc les citoyens Portalis et Landrin, ces larges consciences, ces âmes rompues à la servitude, qui jureraient si bien fidélité au roi déchu, qui lui souhaitaient si bien bonne et longue vie aux banquets dynastiques. — Comment ces honorables ont-ils brisé le touchant accord qui unissait les usurpateurs de notre révolution? Braves procureurs que vous êtes, et vous, citoyen Jules Favre, qu'on a si justement appelé un Marat converti, ne ressuscitez pas les réquisitoires, ne relevez pas la tribune de l'accusateur public, ou s'il vous faut à toute force déverser quelque part le fiel dont vous êtes pleins, dénoncez à la justice du peuple, non ses amis dévoués et éprouvés, mais les traîtres qui conspirent contre la liberté.

Mais non, vous êtes tous larrons en foire, aujourd'hui divisés, demain réunis au gré de votre orgueil ou de vos intérêts. Tous vous mentez et trahissez le peuple. Ne voyez-vous donc pas que son jour est venu, que la révolution qu'il a conquise ne s'arrêtera pas, et si vous instituez un tribunal de terreur, vous en serez les premières victimes?

La jeunesse républicaine des écoles proteste énergiquement contre ce qui s'est passé au banquet offert aux étudiants Viennois. Elle marche et marchera toujours avec le peuple. Elle regarde donc comme injurieuse la responsabilité qu'on voudrait faire peser sur elle; des interruptions par lesquelles fut accueilli le seul orateur qui ait parlé de l'organisation du travail. Il faut qu'on le sache bien, les écoles libres n'étaient pas à ce banquet. Vingt étudiants en droit et en médecine seulement y assistaient. Les convives étaient presque tous élèves des écoles du gouvernement.

Quant à ceux qui écrivent cette note, la couleur du journal où ils l'insèrent indique assez leur opinion.

Suivent les signatures.

Les Petites Doctrines humanitaires de nos Représentants.

ÉVARISTE BAVOUX.

« La guerre existe parmi les animaux comme parmi les hommes. Elle a pour objet, parmi les animaux, d'en borner la trop grande multiplication et de maintenir entre eux un juste équilibre et leurs moyens de subsistance. Le même but final existe pour les hommes. »

(Philosophie politique, 2^e vol., p. 78.)

« L'état de guerre est l'état de nature. Si chaque créature qui arrive à la vie vivait son temps, il y aurait un trop plein, une telle surabondance d'individus, que le globe ne pourrait ni les nourrir ni les contenir. Ainsi, l'homme est éternellement en guerre avec l'homme; l'individu est sacrifié à la conservation de l'espèce. » (Id., p. 83.)

Encore un représentant du peuple qui a sans doute promis à ses mandants la réforme sociale avec toutes ses conséquences.

Il leur aura sans doute juré l'extinction du prolétariat, cette hideuse plaie de nos sociétés modernes. — Eh bien! travailleurs, que dites-vous de ce socialiste-là?

S'il y a misère, c'est qu'il y a une surabondance, un trop plein d'individus. — Or, que ferons-nous pour diminuer le nombre de ces individus, ou tout au moins pour que chacun d'eux ne vive pas son temps? — Belle difficulté, ma foi! Nous ferons la guerre, nous ferons la guerre, nous ferons le mot : nous décréterons la guerre, et nous enverrons se faire tuer ces individus importuns.

Ils nous demandent à vivre en travaillant ou à mourir en combattant. Adoptons une saine politique : envoyons-les secourir ces frères de Pologne et d'Italie qu'ils aiment tant. Profitons de leur ardeur. Nous aurons accompli leur vœu et atteint notre but.

Sachez-le donc bien, prolétaires! quand vous aurez raché à votre Assemblée Nationale l'autorisation de voler au secours de ces martyrs sans cesse renaissants sous le fer des bourreaux. — Le citoyen Ev. Bavoux et bien d'autres citoyens amis du peuple comme lui, voteront la guerre pour qu'il n'y ait plus ce trop plein d'individus. Et quand les plébéiens de tous pays s'entr'égorgent, les patriciens, les privilégiés, exempts du service militaire, ce tribut du sang, au milieu de doux loisirs et de paisibles digestions, jouiront de l'ordre un instant troublé par vos plaintes faméliques. — Ne vaudrait-il pas mieux la loi romaine ou le citoyen Malthus?

Liste des onze Représentants à l'Assemblée Nationale.

CAUSSIDIÈRE.	MOREAU, de Paris.
GOUDCHAUX.	CHANGARNIER.
THIERS.	Pierre LEROUX.
Victor HUGO.	LOUIS BONAPARTE.
LAGRANGE.	BOISSEL.
	PROUDHON.

L'un des rédacteurs Gérants, CÉSAR, PERRUCHOT.

Imprimerie de J. DUPONT, rue des Bourdonnais-St-Germain, 28.